

EUROPE DE L'OUEST ET EUROPE DE L'EST RAPPORTS ET REPRESENTATIONS (XIX^e-XXI^e s.)

A l'occasion de la préparation d'une histoire générale de l'Europe de l'Est¹, nous avons été surpris par l'étonnante méconnaissance d'une large partie de l'opinion occidentale, notamment française, des caractères originaux des Etats est-européens nouvellement intégrés au sein de l'Union européenne : confusions géographiques entre pays (Pays baltes et balkaniques, par exemple), ignorance des histoires, préjugés (sous-estimation systématique des cultures et des économies)... Ce constat nous a conduit à nous interroger sur les origines d'un tel désintérêt, particulièrement paradoxal en France où, à compter du milieu du XIX^e siècle et jusque à l'entre-deux-guerres, les élites intellectuelles et politiques ont manifesté un fort intérêt pour le sort de plusieurs populations est-orientales.

Nous n'avons pas la prétention, dans ce bref article, de traiter dans le détail un sujet passionnant mais vaste, exigeant des recherches approfondies, mais de proposer une simple périodisation des rapports et des regards entre les deux Europe, en souhaitant que cette première réflexion soit fouillée et critiquée, et que l'enquête soit étendue à d'autres Etats de l'Europe occidentale : Royaume-Uni, Italie, Espagne...

Vu de France, nous estimons que, depuis le milieu du XIX^e siècle, cinq grandes périodes peuvent être distinguées dans les rapports entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est².

1- LA DECOUVERTE

Jusqu'au « Printemps des peuples », qui éclate au cours du XIX^e siècle en Europe et, jusqu'à ce que s'affirment, à peu près à la même époque, les nouvelles sciences humaines comme la géographie, l'histoire, la linguistique, l'ethnologie..., les populations de l'Europe orientale semblent avoir peu retenu l'attention des Européens de l'Ouest. Beaucoup plus que les peuples, ce sont les empires (Autriche, Russie...) et les dynasties (Habsbourg, Romanoff...) qui pèsent alors sur la destinée du monde et sont l'objet d'études.

L'un des premiers Français à avoir décrit et analysé la multiplicité des populations d'Autriche, est, au milieu du XIX^e siècle, Saint-René Taillandier (1817-1879), professeur de faculté et collaborateur de la *Revue des deux Mondes*. Il se dit convaincu de la nécessité de répondre sans tarder aux aspirations nationales des peuples d'Europe centrale si l'on veut éviter qu'ils ne soient attirés par les empires slave et prussien³. Par la suite, d'autres spécialistes, souvent géographes comme Elisée Reclus, Auguste Himli, slavologue comme Louis Léger, historien comme Rambaud ou Ernest Denis, se passionnent à leur tour pour les problèmes des nationalités d'Europe centrale. Louis Eisenman, auteur d'une thèse sur le compromis hongrois de 1867, s'affirme alors parmi les experts les plus écoutés sur l'Europe centrale. Avec l'éveil des nationalités européennes de l'Empire ottoman,

¹ J-F Soulet, *Histoire de l'Europe de l'Est, de la Seconde guerre mondiale à nos jours*, Paris, Armand Colin, Collection U, 2006, 264 p.

² Par Europe de l'Est, nous entendons -comme dans l'ouvrage cité à la note précédente- les pays formant les 15 Etats actuels suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, Etat de Serbie et Monténégro, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie

³ A. Marès, « La vision française de l'Europe centrale, d'un prisme à l'autre, du XIX^e au XX^e siècle », Actes du Colloque international sur l'Europe centrale. Réalité, mythe, enjeu XVIII^e-XX^e siècles, Varsovie, 24-27 septembre 1990, *Les Cahiers de Varsovie*, Editions de l'Université de Varsovie, 1991, pp. 377-390.

la zone d'intérêt des élites occidentales s'élargit à toute la région des Balkans. Ainsi, de la Pologne à l'Albanie, c'est un ensemble géopolitique imposant qui, en France notamment, suscite l'intérêt grandissant des classes savantes et politiques. Les questions nationales, en débat au sein des principaux empires d'Europe orientale, se trouvent désormais au cœur des relations internationales de la fin du XIX^{ème} siècle et du tout début du XX^{ème} siècle, et joueront le rôle essentiel que l'on sait dans l'éclatement de la Première guerre mondiale.

Ces questions, en particulier l'existence de l'Empire d'Autriche-Hongrie, divisent l'élite occidentale. Avec Louis Léger, promoteur en France des études savantes sur les civilisations slaves d'Europe orientale, un courant slavophile se distingue nettement. qui n'est « pas loin de voir dans l'épanouissement étatique des nations slaves d'Autriche-Hongrie l'instrument de la revanche française »⁴. Le rempart le plus efficace contre l'expansionnisme allemand semble la reconnaissance des nations slaves d'Europe orientale, qui pourrait revêtir deux formes : soit une autonomie au sein d'un empire d'Autriche-Hongrie transformé en fédération ; soit carrément l'indépendance. Les milieux politiques occidentaux sont partagés tant aux Etats-Unis qu'en Grande-Bretagne et en France. Dans ce dernier pays, l'opinion majoritaire (formée par la Droite et le parti socialiste) est longtemps réticente à provoquer la dislocation de l'Empire d'Autriche-Hongrie, en favorisant la libération des minorités. A Paris, en effet, comme à New York ou à Londres, « de profondes raisons militent (...) en faveur du 'maintien' de l'Autriche-Hongrie : le désir de faire de celle-ci un contrepoids à la puissance allemande, la crainte d'une balkanisation de l'Europe centrale qui favorisera la poussée du Bolchevisme, l'espoir surtout, en obtenant de Vienne une paix séparée, de porter à l'Allemagne un coup décisif »⁵. Finalement, les pressions exercées par les émigrés tchèques au sein des partis de gauche, des cercles maçonniques et des milieux universitaires parviennent à infléchir la position des dirigeants occidentaux. Selon J.Droz, Aristide Briand a, dès 1916, été convaincu par Thomas Masaryk d'accorder, à l'issue de la guerre, l'indépendance aux peuples tchèque et slovaque. Mais il faut attendre mai 1918 pour que l'américain Wilson se résigne à soutenir « les aspirations nationales des Tchèques et des Yougoslaves à la liberté ».

2- L'INSTRUMENTALISATION

Si, pour les vainqueurs de la Première guerre mondiale, notamment pour la France, la préoccupation majeure est de se protéger de toute nouvelle poussée allemande, s'y ajoute, à partir de 1917, celle d'endiguer le flot bolchevique. Sur ces problèmes, la Grande-Bretagne et la France n'ont pas, comme on le sait, une même analyse, se méfient l'une de l'autre et, durant tout l'après-guerre ne cessent de se heurter. C'est dans ce contexte que la France rebâtit une partie essentielle de sa politique étrangère en s'appuyant sur les nouveaux Etats européens nés du démembrement des trois empires. Depuis la Finlande jusqu'à la Yougoslavie, ils constituent désormais « la frontière de l'Europe » et sont susceptibles de former aussi bien un rempart contre le bolchevisme qu'un front oriental dans le cas d'une revanche allemande.

Ce soutien français aux « petites nations » de l'Europe de l'Est, très actif jusqu'aux années trente, revêt des formes diverses : *appui décisif des revendications indépendantistes* des élites polonaises, tchèques, slovaques et slaves du Sud durant la Première guerre mondiale, comme en témoigne la tenue d'un Congrès des nationalités à Rome en avril 1918, à l'initiative de l'Italie et de la France, qui se termine par le vote d'une motion en faveur de la désagrégation de l'Empire d'Autriche-Hongrie et

⁴ *Ibid.*, p. 382.

⁵ J. Droz, *L'Europe centrale. Evolution historique de l'idée de « mitteleuropa »*, Payot, Paris, 1960, p. 2139.

de l'émancipation des nationalités slaves, roumaines et italiennes⁶ ; *reconnaissance de l'indépendance* de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie dès août 1919, en accord avec les autres puissances alliées ; *efforts, sur initiative française, pour créer un « bloc des Etats de la Baltique »* (Finlande et pays Baltes) à la conférence d'Helsingfors (janvier 1920) qui échoue ; *participation à des opérations militaires pour soutenir les nouveaux Etats indépendants* (intervention navale avec les Britanniques en 1920 en faveur des Lettons et des Estoniens ; envoi d'officiers –dont le général Weygand et le capitaine de Gaulle- et d'armes durant l'été 1920 afin d'aider les Polonais à repousser l'armée bolchevique)...

Toutefois, l'élément de base de l'active politique de la France en Europe de l'Est, durant l'entre-deux-guerres, fut le soutien aux Pays de la Petite Entente (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie) auxquels elle se lia par une série de traités d'alliance : en 1924 avec la Tchécoslovaquie, en 1926 avec la Roumanie, en 1927 avec la Yougoslavie... En outre, dès 1921, elle avait signé un traité d'assistance avec la Pologne.

Loin d'être formels, ces différents traités se traduisirent par des contacts étroits et des échanges tant en matière économique que militaire ainsi que dans le domaine culturel. L'un des meilleurs exemples est fourni par l'intensité des relations entre la France et la Tchécoslovaquie durant les années vingt et une partie des années trente. Chez les élites tchèques, la langue française est alors fort à l'honneur, tout comme en Pologne, en Roumanie ou, même, dans la petite Albanie.

L'évolution politique interne de la France et la montée en puissance dans une partie de l'Europe de régimes totalitaires ou autoritaires remettent brutalement en cause cet ancrage à l'Est de la diplomatie française. La Conférence de Munich sonne le glas de cette politique orientale. Politique, que l'on peut estimer à la suite de Claude Fohlen, « surprenante, si l'on songe que, par exemple, la France n'avait pas garanti les frontières occidentales de la Pologne, laissant entière la question des rapports germano-polonais. Politique dangereuse aussi, car comment la France pourrait-elle secourir en cas de besoin les nouvelles nations de l'Europe orientale, sinon en déclenchant un nouveau conflit européen ? »⁷

3- LE LACHAGE ET LE « KIDNAPPING »

Le tournant capital dans les relations entre les deux Europe se situe à l'automne 1938 lorsque, à la conférence de Munich (septembre 1938), la France et la Grande-Bretagne acceptent le principe d'un dépècement de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne nazie. Il s'agit là d'un véritable « lâchage » puisque la France avait conclu avec la Tchécoslovaquie un premier traité d'alliance et d'amitié en janvier 1924, et, en octobre 1925- en annexe au Pacte de Locarno- un second traité d'assistance mutuelle dans le cas où l'un des deux Etats aurait à souffrir d'un manquement aux engagements intervenus le jour même avec l'Allemagne. Cet abandon par deux Etats d'Europe occidentale d'un Etat allié d'Europe orientale entacha pour de longues décennies les relations entre les deux Europe. La décision tardive de la Grande-Bretagne d'accorder sa garantie à la Roumanie et surtout à la Pologne, à laquelle, en avril 1939, Hitler réclame Dantzig et la liberté de passage pour ses troupes, ainsi que les déclarations de guerre que la Grande-Bretagne et la France adressent le 3 septembre à l'Allemagne, en réponse à l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht, deux jours auparavant, ne devaient pas effacer dans les esprits des Européens de l'Est le lâchage de Munich. D'autant que, durant tout l'effroyable conflit qui commence alors, la France donne l'impression de se désintéresser désormais totalement de cette partie de l'Europe.

⁶ H. Bogdan, *De Varsovie à Sofia, histoire des Pays de l'Est*, Dossiers de l'histoire, Editions de l'Université et de l'enseignement moderne, 1982, p. 186.

⁷ C. Fohlen, *La France de l'entre-deux-guerres 1917-1939*, Casterman, 1966, p.47.

La France –comme les autres puissances occidentales- assiste impuissante à l'établissement de bases soviétiques dans les Pays Baltes en octobre 1939 ; à l'invasion par l'Armée rouge du territoire finlandais en novembre 1939 ; et à l'annexion par l'Union soviétique des trois Etats baltes (juillet 1940). L'attaque allemande contre l'URSS, qui fait passer celle-ci dans le camp des alliés ne modifie pas le comportement de ces derniers envers les Etats de l'Europe de l'Est. Dès mars 1943 Roosevelt et Eden se mettent d'accord pour entériner les annexions de l'URSS depuis 1939. Tout est accepté : l'incorporation des trois Etats baltes (après, toutefois, l'organisation d'un nouveau plébiscite), l'annexion de la Volhynie et de la Galicie (la ligne Curzon étant retenue comme frontière occidentale de la Pologne), et, enfin, l'annexion de la Bessarabie. Accepté aussi le principe d'un renforcement des liens soviéto-tchécoslovaques après la signature à Moscou d'un traité de coopération entre Staline et Bénès le 12 décembre 1943. Comme le rapportera sans ambages l'ambassadeur américain à Prague, quelques années plus tard, bien des Tchécoslovaques considèrent dès 1943 que les Etats-Unis les ont abandonnés⁸.

Cette attitude très conciliante des Alliés envers les appétits soviétiques se confirme à la Conférence de Téhéran (28 novembre-1^{er} décembre 1943) et durant l'année 1944. L'Armée rouge est laissée seule maîtresse du jeu dans toute l'Europe de l'Est où, dès la libération de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Hongrie, elle impose des gouvernements à sa convenance. En mai 1944, elle exige et obtient des Américains le droit de libérer seule la majorité du territoire tchécoslovaque et sa capitale Prague. Parmi les Alliés, Churchill est celui qui a le plus conscience de la confiscation ou, mieux, comme l'écrira plus tard Kundera, du « kidnapping » de l'Europe de l'Est⁹ par les Soviétiques. Dès mai 1945, il parle d'un « rideau de fer » qui, à l'Est de la ligne Lübeck-Trieste-Corfou, sépare désormais l'Europe en deux. Sa fameuse rencontre avec Staline en octobre 1944 doit être regardée comme une manœuvre désespérée pour tenter de sauver encore quelques Etats d'Europe orientale des griffes staliniennes, notamment la Yougoslavie et la Grèce. Mais, à cette date déjà, la nouvelle carte de l'Europe est nettement dessinée. Rien ne pourra empêcher le maître du Kremlin d'aller jusqu'au bout de son plan. Il a, dès le début de la guerre, récupéré les marches occidentales de l'empire tsariste. Durant la guerre, sans qu'il l'ait explicitement souhaité, ses agents Hoxha et Tito ont pris le pouvoir en Albanie et en Yougoslavie. Il lui reste, après la guerre, à « finaliser » les conquêtes de l'Armée rouge sur six territoires : l'Allemagne de l'Est, la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie et la Tchécoslovaquie. A lui de décider du moment et de la forme les plus favorables pour les mettre définitivement sur son orbite.

Depuis 1938, Staline a eu suffisamment d'occasions pour apprécier le faible soutien des Occidentaux aux Etats d'Europe de l'Est. La France, en premier, s'est mise elle-même hors jeu de cette zone par son lâchage de la Tchécoslovaquie à Munich. La Grande-Bretagne est prête à faire le sacrifice de ces pays du moment qu'elle peut maintenir une aire d'influence en Méditerranée. Quant aux Américains, pour qui l'Europe de l'Est est une « terra incognita » sans importance stratégique, il lui suffit pour amadouer Roosevelt de signer à Yalta (février 1945) la « déclaration des peuples libérés » en promettant d'organiser des élections sur tous les territoires. Pareille clause ne l'embarrasse en rien, son Parti étant passé maître dans la technique du trucage électoral, et ne saurait donc freiner la main mise finale sur ces territoires. Staline est suffisamment sûr de lui et de ses troupes pour ne transformer la Tchécoslovaquie en « république populaire » qu'en février 1948, alors que la Guerre froide avec les Etats-Unis est déjà bien amorcée. La réaction des Occidentaux au « coup de Prague » est conforme aux prévisions ; elle est lucide, mais strictement formelle : « Les gouvernements des Etats-Unis, de France et de Grande-Bretagne (...) déclarent que, sous prétexte d'une crise artificiellement et délibérément provoquée, certaines méthodes déjà expérimentées

⁸ Cité par F. Fejtö, *Le coup de Prague 1948*, Seuil, 1976, p.222.

⁹ M. Kundera, « Un Occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale », *Le Débat*, n°27, novembre 1983.

ailleurs ont été employées en vue de suspendre les institutions parlementaires libres et d'établir la dictature d'un parti unique, déguisée en gouvernement d'union nationale. Ils ne peuvent que condamner une évolution dont les conséquences seront certainement désastreuses pour le peuple tchécoslovaque... »¹⁰.

Ainsi, une dizaine d'années après Munich, on retrouve le même comportement passif des Occidentaux. En 1948, ils condamnent le coup de force de Staline, comme en 1938 ils ont flétri celui d'Hitler, mais aucune sanction, aucune pression ne sont envisagées. Il est vrai que, dans les deux cas, il aurait fallu enrayer bien avant les processus en marche. Ces faiblesses et ces fautes de la politique occidentale aboutissent à une catastrophe : la coupure de l'Europe en deux, et l'interruption totale des relations entre les parties orientale et occidentale.

4- LA SEPARATION FORCEE

Pendant plus de quarante ans, le continent européen se trouve non seulement coupé en deux, mais soumis à deux systèmes totalement opposés. Du côté oriental, la puissance dominante, l'Union soviétique s'emploie, en effet, dès 1940 dans les Pays Baltes, et durant l'immédiat après-guerre, dans les autres Etats est-européens, à imposer une rupture complète avec les « valeurs bourgeoises » qui sont celles de l'ensemble de l'Europe depuis des siècles. L'ambition est de faire table rase du passé en détruisant les institutions politiques, les structures sociales, économiques, culturelles, religieuses..., et de leur substituer le système imposé par les Bolchéviques à la Russie. En quelques mois, les populations est-européennes sont ainsi conduites par la force à changer totalement d'univers matériel et mental. Les partis traditionnels –de droite comme de gauche– disparaissent au profit du seul parti communiste ; les paysans petits propriétaires sont enrôlés de force dans d'immenses coopératives ; la religion, la patrie et la famille, véritables piliers de base de ces sociétés sont décriées, discréditées, combattues ; les cultures nationales sont muselées... Cet anéantissement sans précédent des sociétés traditionnelles est-européennes s'opère sous la contrainte et dans les pires violences ; la terreur accompagne désormais le quotidien de ces populations.

La mort de Staline en 1953 desserre l'étau, mais les conditions de vie demeurent très difficiles en Europe de l'Est, sans commune mesure avec celles des populations de l'Europe occidentale. Les niveaux de vie y sont très inférieurs même s'il faut tenir compte d'une prise en charge très complète des citoyens par l'Etat, du berceau à la tombe. Les biens de consommation sont toujours rares et mal distribués, obligeant à des attentes interminables devant les magasins, et entraînant la mise en place d'une économie souterraine de grande ampleur. Dans ce contexte de difficultés et de contraintes, se développent des valeurs de solidarité et d'entraide, mais aussi des conduites de type schizo-phréniques : un fossé sépare la vie publique et la vie privée. Ici comme ailleurs, l'expérience totalitaire ne sera pas sans effets profonds sur les personnalités et les comportements collectifs. En 40-50 ans, les Européens de l'Est ne se « dé-européanisent » pas - comme l'aurait voulu Staline- mais ne se « soviétisent » pas vraiment, non plus. Il faut plutôt imaginer une espèce de métissage. Ce qui est sûr, c'est que, en dépit de leur communauté d'origine et de culture, les « Allemands de l'Est » qui, le 9 novembre 1989, déferleront sur le Mur et le franchiront, auront le sentiment de passer d'un monde à un autre.

Le « rideau de fer » n'a pas été une simple image churchillienne, mais une réalité. Pendant plusieurs décennies, la communication a été pratiquement impossible entre les deux Europe. Seuls diplomates, journalistes accrédités et visiteurs privilégiés pouvaient pénétrer en Europe de l'Est. Après la mort de Staline, certains pays se sont ouverts au tourisme comme la Hongrie (qui, en 1958, reçoit 18700 touristes en provenance de l'Ouest), la Bulgarie, la Roumanie et surtout la Yougoslavie.

¹⁰ Déclaration publiée dans *The Times*, 27 février 1948, reproduite dans F.Fejtö, *op.cit.*, p.252

Mais, les contacts entre autochtones et touristes occidentaux restent surveillés et réduits ; les radios occidentales (*Radio Free-Europe, Voice of America, BBC...*) sont brouillées ; la presse de l'Ouest interdite... Berlin, symbole de cette fracture européenne, est, tour à tour, soumise au blocus, puis enveloppée d'un mur. Jusqu'aux années soixante-dix, l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest constituent bel et bien deux « blocs » hermétiques.

Les populations occidentales souffrent-elles d'être totalement coupées de l'autre partie de l'Europe ? Si l'on excepte les familles déchirées, qui ont des membres à l'Est, il ne le semble pas. Mobilisées par la difficile reconstruction d'après-guerre, apeurées par l'hyper puissance soviétique, arrimées à une Amérique triomphante, elles paraissent faire aisément le deuil des pays est-européens, qu'une propagande – relayée par les PC de l'Ouest- dépeint sous les plus belles couleurs. Elles ne donnent pas le sentiment de se reconnaître de responsabilités dans le destin de pays qu'elle considère comme un simple avatar de la Seconde guerre mondiale. Tout se passe comme si le passé était oublié, (tant l'active politique de la France avec ces pays durant l'entre-deux-guerres, que leur abandon à compter de Munich) ... et comme si le présent n'avait pas de prise. Ainsi, la répression de l'insurrection ouvrière de Berlin-Est en juin 1953 ne suscite aucun mouvement d'opinion en Europe occidentale, sauf en RFA. L'intervention des chars soviétiques en Hongrie à l'automne 1956, qui se solde par des milliers de morts, et des dizaines de milliers d'emprisonnés et de déportés, émeut beaucoup plus les populations occidentales, mais n'entraîne de la part de leurs gouvernements (empêtrés dans l'Affaire de Suez) que de simples condamnations. Aucun écho ne devait avoir le dramatique appel à l'union – « Nous mourons pour l'Europe »- lancé par le directeur d'agence de presse hongroise au moment où les chars entrent à Budapest. La solidarité entre l'Est et l'Ouest n'a finalement joué que dans l'accueil de milliers de réfugiés. L'intervention soviétique à Budapest a, en revanche, convaincu l'Occident de la détermination soviétique et a incité le gouvernement français à accélérer le processus de construction européenne ¹¹. Quant au « Printemps de Prague » en 1968, concomitant au « Mai » parisien, il soulève beaucoup d'enthousiasme au sein de la jeunesse et des intellectuels occidentaux mais, une fois encore, lorsqu'il est étouffé par les troupes du Pacte de Varsovie, les gouvernements occidentaux ferment les yeux pour ce qui n'est, aux yeux de certains dirigeants qu'un « grave accident de parcours » (Michel Debré).

Même durant ces années de fracture radicale (1948-1968), les contacts ne sont toutefois pas totalement rompus entre les deux Europe. Des organisations occidentales – constituées le plus souvent d'Européens orientaux immigrés- tentent de déstabiliser les régimes communistes en soutenant les groupes locaux de « partisans », ou en diffusant de la littérature anti-communiste. L'*Antibolchevic Bloc of Nations* (ABN), par exemple, dont le quartier général se trouve à Munich rassemble les représentants de seize nationalités d'Europe orientale. Elle souhaite, par ses bulletins, ses tracts, ses émissions de radio, militer « en faveur de la restauration de la souveraineté des peuples des pays dits satellites, ainsi qu'en faveur de la dissolution des Etats artificiellement créés par la force, comme la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie » ¹². A la même époque, un puissant réseau d'information financé par les Etats-Unis est mis en place depuis la RFA en direction de l'Europe de l'Est. Le fleuron en est la fameuse station Radio-Free-Europe qui, à partir de 1950, depuis Munich, émet dans toutes les langues est-européennes. Très actives également sont les associations d'immigrés – surtout baltes- implantées au Canada et aux Etats-Unis. Des liens clandestins – tenus et irréguliers- subsistent entre les croyants des différentes Eglises (Protestante, Catholique...) de l'Est et de l'Ouest.

¹¹ E. du Ruau in *Les identités européennes au XXème siècle. Divergences, convergences et solidarités* (sous la direction de Robert Frank), Publication de la Sorbonne, Paris, 2004.

¹² Cité par R. Gaucher, *L'opposition en URSS 1917-1967*, A. Michel, 1967, p.346.

La « détente » entre l'URSS et les Etats-Unis qui, à compter surtout de l'affaire des fusées de Cuba, se concrétise par des accords de toutes sortes entre les deux « blocs » (nucléaires, commerciaux, politiques) et culmine avec la signature, le 1^{er} août 1975, de l'Acte final d'Helsinki, relance incontestablement les échanges entre les deux Europes. Des zones de contact privilégiées se confirment. Les deux Allemagne, à la suite de l'*Ostpolitik* de Willy Brandt, deviennent de vrais partenaires commerciaux (doublement des échanges entre 1972 et 1980), et ne cessent d'intensifier leurs relations humaines (deux millions de ressortissants de la RFA se rendent en RDA de 1972 à 1985 ; accès libre à la télévision occidentale...). Simultanément, l'Europe occidentale, en particulier la France, manifeste de plus en plus d'intérêt pour la Pologne qui le lui rend bien. E. Gierek, à partir de 1970, lui emprunte de massives sommes d'argent ainsi que ses technologies de pointe, mais l'intérêt des Occidentaux n'est pas exclusivement économique. L'implication du pape polonais Jean-Paul II dans le soutien au syndicat Solidarité, ainsi que le combat courageux de la société civile polonaise contre le totalitarisme, mobilisent une large partie de l'opinion occidentale. Observons d'une manière générale, qu'avec l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev (1985) en URSS, et son rejet de la « doctrine Brejnev » sur la souveraineté limitée des pays satellites, les gouvernements occidentaux se montrent plus déterminés et n'hésitent plus à manifester publiquement leur soutien aux mouvements dissidents d'Europe orientale.

Ce serait donc une erreur de considérer la période 1948-1991 comme celle d'une coexistence entre deux Europe figées. Même si tout espoir du retour de « l'autre Europe » apparaît, au fil du temps, de plus en plus chimérique, tant le « kidnappeur » s'emploie à conforter son forfait et à le faire avaliser, on observe une intensification des rapports après 1968. A cette occasion, il est aisé de constater que dans ces pays est-européens, les traditions nationales (histoire, littératures, musique...) sont soigneusement conservées, tout comme est préservée l'idée d'appartenance à une Europe libre et démocratique. En 1989, lorsque le fameux « rideau de fer » est démantelé et que le Mur s'écroule, l'impression unanime, de part et d'autre, est celle de « retrouvailles ».

5- LES RETROUVAILLES

Si les conditions de sortie du totalitarisme ont été assez différentes selon les pays : compromis entre société civile et pouvoir communiste (Pologne, Hongrie), révolution de palais (Bulgarie, Roumanie), interventions populaires (Tchécoslovaquie, RDA), et si les dates de sortie se sont échelonnées sur plus de trois ans (1989 pour les « démocraties populaires », août 1991 pour les Pays Baltes, mars 1992 pour l'Albanie...), ce fut une même réaction générale de la part des populations : à la fois, un immense soulagement d'être libérées d'une tutelle humiliante et aliénante, et un immense espoir à l'idée de devenir partenaire de la riche partie de l'Europe. L'image de cette dernière était certes variable selon les Etats d'Europe orientale, et aussi selon les générations. Même si la propagande communiste avait pas mal perdu de son efficacité au fil des ans, certains militants continuaient à voir l'Europe occidentale sous des jours sombres : inégalités sociales criantes, misère, chômage, racisme, dérives morales en tous genres... Cette description exclusivement négative avait été, en partie, corrigée dans les pays frontaliers de l'Europe occidentale où les contacts étaient plus nombreux qu'ailleurs, ne serait-ce que par le captage de chaînes de télévision de l'Ouest. En outre, pour les élites intellectuelles, notamment celles d'Europe centrale (Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie...) qui, avant l'ère communiste, étaient en étroit contact avec leurs homologues occidentales, la fin du « kidnapping » signifiait un retour à un espace culturel commun et à la libre création. Pour toutes ces raisons –matérielles et spirituelles- un vent euphorique souffla, en ces années quatre-vingt sur l'Europe de l'Est..

Du côté occidental, l'opinion se réjouit également de l'évolution inattendue du sort des nations est-européennes. Même si elle ne leur manifestait un certain intérêt que depuis peu, elle

vibrant à l'idée de les voir « libérées » et prêtes à adopter le système occidental. Pour les pays membres de l'Union européenne, « les retrouvailles des deux Europe, c'était, selon Jacques Delors, comme un supplément d'âme apporté à une aventure perçue comme trop matérialiste. Avec la chute du Mur de Berlin, nous étions questionnés. Notre nouveau devoir était tracé : tendre la main, aider, changer, construire ensemble ». Pour les moins sensibles aux arguments spirituels et moraux, s'imposait l'idée alléchante de l'ouverture d'un nouveau marché d'acheteurs de produits occidentaux.

Ce temps d'euphorie dura peu, à l'Est comme à l'Ouest ; vint très vite le temps de la déception. Même si les populations est-européennes avaient été averties, dès leur demande d'adhésion à l'Union européenne, que le processus serait extrêmement douloureux puisqu'il supposait la transformation totale et rapide des systèmes économiques, politiques et sociaux, nul n'avait imaginé que l'entreprise serait si terrible à assumer pour la majorité des populations. Conduites à un rythme extrêmement rapide par des experts du FMI et de l'Union européenne, les réformes structurelles eurent aussitôt des effets dévastateurs : forte montée du chômage au moment des privatisations, chute de la production lors de la libération des prix, crise bancaire... Les industries lourdes et l'agriculture, deux secteurs –déjà en position critique avant l'implosion des années 1989-1991- deviennent alors carrément sinistrés, et leur réorganisation se révèle fort douloureuse malgré les aides consenties par l'Union. On assiste à une accentuation de la paupérisation et du phénomène d'exclusion¹³.

En Europe occidentale, l'opinion perçoit mal les difficultés des populations orientales et leurs sacrifices pour répondre aux normes draconiennes de l'Union européenne. Elle se montre plus sensible aux dysfonctionnements de la vie politique, et juge sans indulgence l'apprentissage heurté de la démocratie par des peuples qui sortent à peine du totalitarisme. Les dérives (multiplication des petits partis, corruption, poids excessif des médias, montée du populisme...) s'étalent complaisamment dans la presse occidentale, suscitant des commentaires à l'emporte-pièce qui mettent en doute la maturité politique des Pays de l'Est. Lorsque, quelques années plus tard, ces mêmes pays osent ne pas choisir aveuglément les produits et la ligne politique de l'Union européenne, les voilà aussitôt accusés d'ingratitude. En France, c'est avec dépit que l'on apprend, par exemple, que la Pologne préfère, pour renouveler ses avions de guerre, les F 16 américains aux Mirages 2000 français, et que, dans la crise irakienne, elle soutient l'option Bush. Autre tollé, au printemps 2005, quand il est révélé par la presse que des « plombiers polonais » sont employés en France. Il n'en faut pas davantage pour que l'on vive aussitôt dans la phobie de l'arrivée massive d'Européens de l'Est, désireux de dominer le marché de l'emploi des pays d'Europe occidentale. En fait, ces accès d'inquiétude ou d'indignation ne sont pas significatifs des sentiments réels de la moitié occidentale de l'Europe pour la partie orientale. Ce qui domine en réalité après l'émotion fugitive des années 1989-1991, c'est plutôt l'indifférence. En 2002, encore, 51% des Européens étaient encore incapables de citer un seul nom des pays candidats¹⁴.

A l'Est, l'opinion est, elle, déçue. Déçue par « l'attitude paternaliste, arrogante, rigide, impériale envers ceux qui habitent à la périphérie de l'Europe » (Ion Iliescu) ; déçue aussi par les difficultés économiques et politiques de cette période de transition ; mais le réalisme domine. Aux yeux d'une majorité de la population, l'entrée dans l'Union ne résout pas tout –il s'en faut- mais c'est la meilleure des solutions. Lors des référendums d'adhésion en 2003, les pourcentages les plus bas de votes favorables sont de l'ordre de 66,9 à 77,4% (Estonie, Lettonie, République tchèque et Pologne), et les pourcentages les plus élevés, de 92,5 à 89,7% (Slovaquie, Lituanie, Slovénie). C'est là une attitude claire, tout comme les instantes demandes d'adhésion présentées par la Bulgarie, la

¹³ F. Bafoil, *Après le communisme*, Paris, A. Colin, 2002.

¹⁴ J. Rupnik (sous la direction de), *Les Européens face à l'élargissement. Perceptions, acteurs, enjeux*, Presses de Sciences Po, 2004.

Roumanie et la Croatie. Cela signifie que, pour les populations est-européennes, l'Europe reste l'une de leurs structures identitaires fortes.

Jean-François Soulet,
Professeur d'histoire contemporaine
à l'Université de Toulouse-Le Mirail,
Groupe de Recherche en Histoire Immédiate (GRHI)